



**Programme « Ensemble pour agir
sur les causes profondes du travail
des enfants dans la Nawa » –
ENACTE**

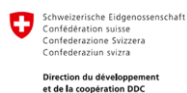
**Projet « Accélérer l'action pour
l'élimination du travail des
enfants dans les chaînes
d'approvisionnement en Afrique »
– ACCEL Africa**

Appel à manifestation d'intérêt pour la sélection de formateurs en éducation financière issus des organisations d'appui aux agriculteurs dans les régions de la Nawa et du Moronou (Côte d'Ivoire)

► **Processus de formation et de
certification de formateurs nationaux en
éducation financière basé sur le
programme mondial de l'OIT en éducation
financière**



Appuyé et co-financé par :



Contexte

Malgré d'importants progrès, le travail des enfants reste une réalité dans les zones productrices de cacao en partie liée à la faiblesse des revenus des producteurs, ajoutée à la précarité des conditions de vie en zone rurale, notamment liée au manque d'accès aux services sociaux de base dont l'éducation et la santé. Or, la filière cacao représente à elle seule 15% du PIB du pays et fait vivre plus de 5 millions de personnes soit 1/5^{ème} de la population en Côte d'Ivoire.

Au travers du Comité National de Surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CNS) présidé par la Première Dame et du Comité Interministériel de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CIM) présidé par le ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale, le Gouvernement de Côte d'Ivoire montre son engagement ferme à lutter contre le travail des enfants au plus haut niveau de l'Etat. Grâce à ces Comités, des Plans périodiques d'Action Nationaux (PAN) de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants ont été définis avec l'appui des partenaires techniques et financiers notamment l'UNICEF et l'OIT. La Côte d'Ivoire est aussi l'un des pays pionniers de l'Alliance 8.7 pour « mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes d'ici 2025 » des Objectifs du Développement Durable (ODDs) du Système des Nations Unies. Le Gouvernement a, en outre, élaboré la Stratégie Nationale pour une Cacaoculture Durable (SNCD) dont la lutte contre le travail des enfants constitue l'un des axes stratégiques avec l'amélioration des revenus des producteurs de cacao et la lutte contre la déforestation.

Dans le cadre du programme « Ensemble pour agir sur les causes profondes du travail des enfants dans la Nawa » (ENACTE), l'Union européenne et la Suisse s'associent aux Nations Unies à travers l'UNICEF, l'OIT et l'OIM pour soutenir les efforts de la Côte d'Ivoire dans la lutte contre le travail des enfants. En partenariat avec le CNS et le CIM, le programme ENACTE vise à soutenir les actions pour la protection et le développement des enfants, adolescent-e-s et jeunes vulnérables face au risque de travail des enfants, au risque migratoire et sécuritaire dans la région de la Nawa. La région de la Nawa est l'une des premières régions productrices de cacao en Côte d'Ivoire avec plus de 400.000 tonnes par an et une destination prioritaire en termes de migration sud-sud et où il y a une forte prévalence du travail des enfants.

L'objectif général de ce programme est de « promouvoir les droits de tous les enfants et adolescents dans la Nawa à travers l'accès à l'éducation et aux services sociaux de base, en les protégeant contre la violence et l'exploitation et en offrant aux jeunes en âge de travailler ainsi qu'à leurs parents, des opportunités de travail décent ».

Conformément à son mandat de promotion du travail décent, l'action de l'OIT permettra :

- D'améliorer l'accès des ménages producteurs de cacao à la Couverture Maladie Universelle (CMU) et au Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI) ;
- D'identifier et de développer de nouvelles opportunités d'emplois décents et ou de développement d'entreprises durables à travers des stratégies de diversification des chaînes de valeur à fort potentiel commercial et compatible avec la culture du cacao ;
- D'améliorer l'offre par les coopératives de services productifs, sociaux et financiers à leurs membres en vue de lutter contre le travail des enfants et ses causes profondes ;

- D'améliorer l'exercice par les travailleurs agricoles du secteur cacao de leurs droits fondamentaux au travail, notamment en adhérant à des syndicats ;
- De mettre en place dans la Région de la Nawa un écosystème favorable à l'apprentissage des jeunes et fondé sur les principes de qualité ;
- De renforcer les capacités d'interventions de l'Inspection du travail pour répondre efficacement au contrôle du travail des enfants.

La filière cacao en Côte d'Ivoire compte un vaste réseau d'organisations coopératives estimé à plus de 3000 entités, dont la majorité est engagée dans des programmes de certification avec l'appui des entreprises multinationales. Malgré tout, ces coopératives continuent de faire face à d'importants défis en matière de gestion, de gouvernance et de financement. Afin d'y remédier, plusieurs activités de formation et d'encadrement des coopératives sont en cours dans la filière cacao qui n'ont pas toujours eu l'impact escompté pour les planteurs et les coopératives. Au sein de ces activités de formation, l'on note des initiatives en éducation financière qui ciblent les producteurs de cacao. En plus, une offre de services financiers formels est proposée à ces producteurs et à leurs coopératives par des institutions financières avec l'appui de bailleurs tels que les sociétés d'exportation et les agences de développement.

Pour répondre aux besoins diversifiés de leurs membres, les coopératives proposent en outre, des solutions financières à la fois formelles et informelles. Cependant, ces services financiers sont peu utilisés par les producteurs de cacao. D'où la nécessité de renforcer les initiatives en éducation financière pour que les producteurs de cacao et leurs coopératives utilisent d'une manière effective les offres proposées.

Le programme d'éducation financière

L'OIT travaille depuis plus d'une décennie dans le domaine de l'éducation financière. Le [Programme mondial de l'OIT en éducation financière](#) est un programme holistique portant sur le dialogue politique et le renforcement des capacités à tous les niveaux. Il travaille avec les décideurs politiques au niveau macro, ainsi qu'avec les prestataires de formation et les multiplicateurs au niveau méso afin de promouvoir l'amélioration des connaissances et des compétences des groupes les plus vulnérables en matière de gestion des finances personnelles.

La modalité de mise en œuvre du programme d'éducation financière de l'OIT est basée sur un schéma de multiplication par le biais de formations de formateurs (FdF), suivies de formations de bénéficiaires (FdB). Les participants à la formation de formateurs auront la possibilité de devenir des formateurs certifiés de l'OIT en remplissant une série de critères, y compris à travers le déploiement de formations auprès de bénéficiaires cibles.

Les formations de formateurs sont souvent dispensées aux formateurs des agences partenaires et autres acteurs clés capables d'atteindre les bénéficiaires finaux incluant les femmes et les hommes vulnérables, les jeunes, les déplacés internes, les travailleurs ruraux ainsi que les entrepreneurs et les micros, petites et moyennes entreprises. Ces partenaires clés peuvent inclure les agences gouvernementales, ministères, banques centrales, ONG, institutions de microfinance, banques, prestataires de services au développement des entreprises, syndicats, agences de recrutement, établissements de formation professionnelle, agents d'assurance et agents de vulgarisation rurale, entre autres. Des formateurs formés sont alors en mesure de soutenir les principaux bénéficiaires.

La prestation de classe mondiale des formations d'éducation financière de l'OIT est due en partie à son système de certification strict, garantissant une qualité supérieure des formations des bénéficiaires,

ainsi qu'à sa base de données mondiale, [le portail d'éducation financière de l'OIT](#), qui a généré une communauté de pratique interactive, en surveillant de près les progrès des formations d'éducation financière de l'OIT dans le monde entier et en permettant des améliorations constantes du programme.

Matériaux de formation

Le matériel de formation en éducation financière est composé d'un manuel du formateur, guidant le déroulement de chaque formation, et d'un livret de l'apprenant, adapté au contexte socio-économique local, au système financier, et aux valeurs et coutumes des groupes de personnes vulnérables ciblés. Il est conçu et adapté par l'OIT pour chaque contexte afin de veiller à transmettre les bonnes pratiques de gestion financière pour aider les personnes vulnérables ciblées à prendre des décisions financières plus éclairées durablement. Les matériaux de formation en éducation financière ont été adaptés au contexte de la Côte d'Ivoire à travers une collaboration entre l'OIT et l'APIF (Agence pour la promotion de l'éducation financière en Côte d'Ivoire).

Les supports de formation du Programme mondial d'éducation financière de l'OIT visent à :

- Doter les futurs formateurs de connaissances et de compétences dans la gestion des finances personnelles afin qu'ils puissent aider les groupes cibles à prendre des décisions financières éclairées ;
- Renforcer le comportement des groupes ciblés pour encourager une meilleure planification budgétaire, augmenter l'épargne, promouvoir des dépenses prudentes, encourager une meilleure gestion des dettes et apprendre à mieux gérer les risques.

Le Programme mondial d'éducation financière de l'OIT est largement salué pour la qualité de ses supports de formation en éducation financière, en particulier pour leur facilité d'utilisation, leur adaptabilité à divers contextes et groupes cibles, ainsi que l'ampleur de leur contenu technique, répondant adéquatement aux besoins des formateurs et des apprenants.

Processus de certification

Un aspect primordial à considérer pour les personnes voulant devenir des formateurs nationaux certifiés par l'OIT en éducation financière est la nécessité de montrer une forte capacité à consacrer du temps au processus de certification. En règle générale, les candidats formateurs nationaux peuvent avoir besoin de trouver des moyens créatifs pour dispenser leurs formations et franchir toutes les étapes nécessaires pour obtenir la certification.

Pour être certifié en tant que formateur national, le candidat doit :

1. Assister à un atelier de formation de formateurs complet en éducation financière de l'OIT, dispensé par un formateur régional ou international certifié. (5 jours)
2. Avoir une bonne maîtrise des outils d'éducation financière de l'OIT.
3. Mettre en œuvre au moins 3 cycles d'apprentissage complets (chaque cycle doit inclure toutes les sessions essentielles indiquées dans le manuel utilisé pendant la FdF – généralement environ 20 à 25 heures par cycle). Les 3 cycles sont encadrés par un formateur certifié régional ou international. (5jours X 3)
4. Participer à un atelier de certification, au cours duquel le formateur régional ou international certifié évaluera les candidats par le biais d'un bilan. (5jours)
5. Démontrer une excellente maîtrise de la méthodologie de formation en éducation financière de l'OIT, qui comprend une préparation approfondie de la formation, une utilisation adéquate des différentes méthodes de formation, la capacité à transmettre les objectifs de la formation et une excellente maîtrise de l'approche et des outils participatifs de l'OIT tout au long des formations.

6. Reportez toutes les informations concernant le candidat formateur national et les formations sur le portail de l'éducation financière de l'OIT, qui est la principale base de données de formation de l'éducation financière de l'OIT.

Profil des candidats formateurs

Pour devenir formateurs certifiés, les candidats idéaux doivent avoir une expérience de l'apprentissage et de la facilitation des formations pour adultes, ainsi que du secteur financier en Côte d'Ivoire. Les candidats doivent avoir au moins le Baccalauréat, montrer leur disponibilité et leur engagement à exécuter des formations d'éducation financière. Idéalement, les candidats devraient avoir accès aux communautés rurales des Régions de la Nawa et du Moronou afin de pouvoir assurer des démultiplications leur permettant d'avancer vers la certification. La connaissance de la dynamique de genre dans le développement de l'entreprise est souhaitable, tout comme une expérience préalable avec des femmes entrepreneurs.

Profil des prestataires de services

Pour répondre à cet appel à manifestation d'intérêt, l'entité doit répondre aux critères suivants :

- ▶ Être une organisation formelle et dotée d'une personnalité juridique permettant d'établir des partenariats avec l'OIT (Agences gouvernementales, ONG, Organisations d'Employeurs ou de travailleurs, Entreprises du secteur privé avec une expérience d'appui au secteur agricoles, entreprise fournissant des services financiers au secteur agricole) ;
- ▶ Être une organisation ayant une bonne connaissance de l'environnement socio-culturel, économique, politique, religieux, etc. des régions cibles des projets ENACTE et ACCEL Africa phase 2 (Nawa et Moronou) ;
- ▶ Être installé ou avoir réalisé des activités dans les Régions cibles des projets ;
- ▶ Avoir des références dans l'exécution des projets en faveur des populations rurales en particulier celles actives dans la chaîne de valeur du cacao ;
- ▶ Pour les organisations, avoir un personnel disponible et qualifié pour dispenser des formations pour adultes ;
- ▶ Avoir une expérience dans la gestion de groupes et de bonnes compétences en communication ;
- ▶ Avoir des connaissances sur des questions d'éducation financière et/ou des connaissances du système financier en Côte d'Ivoire ;
- ▶ Être fermement engagé et mettre à disposition des formateurs disponibles pour répliquer la formation en éducation financière aux bénéficiaires finaux de manière autonome pendant une période d'au moins 6 mois après la formation de formateurs ;
- ▶ Avoir une expérience avec d'autres outils de formation de l'OIT (Making Microfinance Work, GERME, GET Ahead, MyCOOP ou autres) serait un atout ;

Comment exprimer son intérêt

Les entités intéressées à être formées sont invitées à postuler en tant qu'organisations (Organisations/Prestataires/entreprises d'appui aux agriculteurs ou de services financiers seront privilégiées).

Pour être pris en considération, les organisations doivent soumettre les éléments suivants :

Une lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Directeur du Bureau de Pays de l'OIT à Abidjan. La lettre doit présenter l'organisation, la liste et les CV du personnel qui devront suivre les

formations. Le personnel proposé pour la formation devra par la suite renseigner le formulaire google forme : [Inscription à la formation FdF éducation financière](#)

Les dossiers devront être transmis aux mails : enacte@ilo.org et info-accelafrica@ilo.org avec pour objet « *Manifestation d'intérêts pour FdF éducation financière* ». La date limite de transmission des dossiers est le 28 novembre 2023.

Les candidatures en tant que Organisations/Prestataires/entreprises d'appui aux agriculteurs ou de services financiers seront privilégiées.

Processus de sélection des candidats :

- *Réception des candidatures : jusqu'au 30 novembre 2023 ;*
- *Sélection sur dossier : jusqu'au 28 novembre (parallèlement au processus de réception des dossiers) ;*
- *Entretiens pour les candidats sélectionnés du 28 au 30 Novembre (en ligne) ;*

Les candidats sélectionnés seront inclus à la formation des formateurs prévue du 11 au 15 Décembre 2023 à Soubré.